

# États et religions : une inégale sécularisation

Comment évoluent les relations entre pouvoir politique et pouvoir religieux au cours du XX<sup>e</sup> siècle ?

## a) La Turquie de Mustafa Kemal, une révolution laïque

La Première Guerre mondiale marque une rupture majeure dans l'histoire de la Turquie. L'Empire ottoman disparaît pour laisser place à une République turque, nationaliste et laïque. Après avoir aboli le sultanat en 1922, Mustafa Kemal met fin au califat en 1924, supprimant ainsi cette autorité religieuse millénaire qui s'imposait à l'ensemble des musulmans sunnites.

Les réformes kémalistes sont profondes et visent à moderniser la Turquie sur plusieurs plans : économique, politique, social et religieux. Les institutions religieuses traditionnelles ferment, l'éducation est désormais contrôlée par l'État plutôt que par les madrasa, écoles coraniques. La loi islamique, la charia, est remplacée par un Code civil inspiré de l'Occident. La polygamie est interdite, et les femmes obtiennent le droit de vote.

Au-delà de la religion, Mustafa Kemal engage aussi une occidentalisation culturelle, en remplaçant l'alphabet arabe par l'alphabet latin. Il reconnaît d'ailleurs l'influence de la Révolution française dans sa démarche.

### VOCABULAIRE

**Religion d'État :** religion officiellement adoptée dans un État dans sa législation.

**Théocratie :** gouvernement exercé par une autorité religieuse ou par un souverain appuyant sa légitimité sur une religion.

## b) Les relations étroites entre religion et politique aux États-Unis

Aux États-Unis, la religion occupe une place importante dans la vie politique. L'État ne finance pas les cultes, mais leur accorde des exemptions fiscales à condition qu'ils respectent les lois fédérales. Depuis 1957, la devise « In God We Trust » (« Nous croyons en Dieu ») figure sur les billets de banque, et les présidents concluent souvent leurs discours par « God Bless America » (« Que Dieu bénisse l'Amérique »).

La séparation entre État et religion est une idée ancienne, mais l'enjeu principal est la liberté religieuse. Bien que la Constitution de 1786 ne mentionne pas Dieu, le premier amendement interdit au Congrès de légiférer sur une religion ou d'interdire son libre exercice. Ainsi, la prière a été interdite dans les écoles publiques en 1962.

Les religions ont également joué un rôle central dans les évolutions sociales du pays, notamment dans la lutte pour les droits civiques à travers des figures comme Martin Luther King (Église baptiste) ou Malcolm X (islam). Aujourd'hui, le déclin de la foi traditionnelle et l'émergence de nouvelles religions liées à l'immigration alimentent de nouveaux débats.

## c) Des situations très variées à travers le monde

Les relations entre pouvoir politique et religieux diffèrent largement selon les pays. La Turquie kémaliste s'inspire de la laïcité française, héritée de la Révolution française et de la loi de 1905. D'autres pays sont laïques, même si la pratique religieuse y reste forte, comme en Inde. L'Union européenne reprend ces principes dans sa Charte des droits fondamentaux, sans pour autant utiliser le terme « laïcité ».

On parle de « pays séculiers » pour désigner ceux qui accordent aux Églises un statut particulier sans qu'aucune religion d'État ne soit officialisée. C'est le cas des États-Unis ou de l'Italie, où l'Église catholique entretient des liens historiques forts avec l'État, mais où la neutralité et la diversité religieuse sont respectées.

Certains pays possèdent une religion d'État, associant étroitement Église et pouvoir politique, comme le Royaume-Uni ou la Grèce pour le christianisme, le Bhoutan ou la Birmanie dans des régions bouddhistes, ainsi que de nombreux pays musulmans. Enfin, certains États sont de véritables **théocraties**, comme le Vatican et l'Iran.